

Urbanisme : le front bâti continu

Les textes ci-dessous sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs

LA GAUCHE



Wilfrid VINCENT



Catherine LEVERT



Joaquim TIMOTEO



Séverin PRENE



Fatma
BOUVET DE LA
MAISONNEUVE



Joëlle LASSERRE



Carmelina
de PABLO



Paul-André
MOULY

Sous ce terme barbare se cache le projet d'urbanisme de la Ville inscrit dans le Plan local d'urbanisme (PLU) de Montrouge voté par la droite et en vigueur depuis le 21 janvier 2008. Avec le front bâti continu, il s'agit d'uniformiser les constructions par la hauteur, le gabarit, l'aspect extérieur en faisant ainsi disparaître la diversité de l'habitat : diversité architecturale mais aussi diversité sociale.

Deux dispositions récentes viennent renforcer le front bâti continu :

La modification du Plan local d'urbanisme, qui a été soumise à enquête publique du 2 juin au 3 juillet. Les modifications proposées, outre quelques rectifications d'erreurs matérielles, devraient être soumises au conseil municipal de septembre. Elles contribuent à renforcer le front bâti continu.

Le relèvement du plafond légal de densité (PLD) voté par la droite lors du conseil municipal du 24 juin. Ce terme technique détermine le nombre de mètres carrés qu'il est possible de construire sur un terrain donné sans payer la taxe dite du PLD. Le maire justifie cette mesure par le fait que « le territoire communal comportant de petites parcelles, le PLD s'applique très régulièrement et arrête de nombreux projets que ce soit des extensions de maisons individuelles ou des

opérations de promotions immobilières ». Or, chacun peut constater que des extensions de maisons individuelles sont régulièrement réalisées sans qu'il ait été nécessaire de modifier les règles d'urbanisme. La vraie raison réside dans la volonté de la droite de faciliter les opérations de promotion immobilière sur de petites surfaces. Le résultat final sera la poursuite du front bâti continu qui densifie, banalise et uniformise les constructions dans notre ville.

Enfin, chacun peut voir les travaux de réalisation des « coques commerciales » sur la place Émile Cresp. Nous avons dénoncé ce projet qui, en cassant la perspective à partir de la mairie, occasionne une gêne considérable pour les habitants des immeubles proches et ghettoïse le quartier Émile Boutroux en le coupant du centre-ville. Les constructions en cours montrent que nous avons, malheureusement, raison.

Nous vous souhaitons une bonne rentrée.

Pour contacter les élus :

Socialistes : 108, av. Henri Ginoux - 92120 Montrouge
(01.42.53.88.10) Mail : psmontrouge@free.fr

Les Verts : BP 77 - 92123 Montrouge Cedex. Mail : les-verts-montrouge@laposte.net

Radical de gauche : prgmontrouge@yahoo.fr

PCF



Catherine ROBINEAU



Claude DROUET

Pour d'autres choix politiques

Le Gouvernement envisage de repousser l'âge de la retraite, explose l'hôpital public au profit du privé, supprime les emplois publics, privatise la Poste, poursuit la casse de l'Éducation nationale, met en œuvre la loi Boutin contre le logement social, s'attaque au statut de la fonction publique, aux collectivités territoriales par la suppression de la taxe professionnelle et par la réforme Balladur, il organise la chasse aux chômeurs.

Les entreprises annoncent des milliers de licenciements. À Montrouge, ce sont notamment deux sièges sociaux qui sont attaqués de plein fouet : TDF qui a annoncé 550 suppressions d'emplois et 1 200 emplois sont menacés à la Société STMicroelectronics.

Nous sommes intervenus lors du Conseil municipal du 24 juin sur la situation de cette entreprise. Le Maire a refusé toute démarche en faveur des salariés et de l'emploi dans notre ville !

Les élections européennes passées et voilà la série des mauvais coups qui reprend de plus belle.

Le Président considère qu'il a les mains libres mais l'UMP n'a recueilli que le tiers des votants. Tous les autres votes et l'abstention ne peuvent être considérés comme une carte blanche donnée à sa politique. Bien au contraire : le rejet de l'Europe ultralibérale est massif et aucune approbation du traité de Lisbonne n'a été visible dans les urnes.

Fort des résultats du Front de Gauche, le PCF entend contribuer à la riposte avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent pour s'opposer aux contre-réformes de M. Sarkozy, pour soutenir les revendications sociales et propose un projet de rupture avec le capitalisme.

L'intérêt général est incompatible avec la finance et la concurrence débridée. Nous sommes porteurs d'autres choix qui favorisent l'accroissement des salaires, de l'emploi, les services publics et un nouveau type de développement.

Vous savez que vous pouvez compter sur les élus communistes pour vous défendre et pour un changement de société.

Droit de réponse

Une rue où par essence les immeubles sont accolés les uns aux autres constitue par définition un front bâti. Il en est ainsi des rues de Paris ou de l'alignement des palais vénitiens le long du Grand Canal. Ce n'est donc pas un terme barbare mais un terme technique utilisé par les urbanistes. Cette expression n'est d'ailleurs jamais utilisée dans le règlement du PLU de Montrouge ni dans le projet de modification. Ce qui est logique puisque l'objectif du PLU est de faire en sorte que les nouvelles constructions s'intègrent à l'existant, soit en tenant compte de leur alignement plus ou moins proche de la voie, soit de leur hauteur pour cacher les pignons aveugles disgracieux, soit de leur architecture diversifiée.

Quant au Plafond Légal de Densité qu'un nombre de plus en plus important de communes ont supprimé, c'est une taxe du montant du prix du mètre carré du terrain non bâti multiplié par les mètres carrés de construction excédant un seuil. En relevant « le niveau du PLD », en réalité on relève le seuil en question et on pénalise moins la construction. Comme cela a été expliqué en Conseil municipal, nous avons à ce jour un certain nombre de projets bloqués par cette taxe, ce qui va à l'encontre de notre objectif de combler les « dents creuses » et de permettre des extensions de maisons individuelles qui nous sont régulièrement demandées.

Rappelons-nous, le Groupe Socialiste était à l'époque totalement opposé à notre projet de rénovation de l'avenue de la République. Quand ce fut terminé, les Montrougiens au contraire l'ont plébiscité. Il en est de même de la place Émile Cresp. Il n'a pas compris la nécessité d'une grande place centrale au cœur de Montrouge bordée par des commerces qui la font vivre. Les Montrougiens apprécieront quand cela sera terminé.

*Le Maire
Directeur de la publication*

La démagogie des manifestations ou des pétitions n'a jamais eu d'influence sur la politique des entreprises. Si nous voulons favoriser l'emploi, il faut apporter aux entreprises des conditions favorables à leur développement comme nous le faisons à Montrouge. Il est regrettable que certains continuent à faire croire le contraire en abusant de la crédulité des salariés.

*Le Maire
Directeur de la publication*